Colloque

« Les biens nationaux » : une révolution ? XVIII^{e} – XXI^{e} siècle, Enjeux socio-histoire et imaginaires sociaux

Université de Poitiers, les 8-9-10 décembre 2021

« Cette révolution a été faite par des fous et des imbéciles au profit des acquéreurs de biens nationaux (...) elle n'aboutit en somme qu'à l'enrichissement des paysans madrés et des bourgeois usuriers ».

Anatole France, *Le Lys rouge*, 1894.

Ce colloque est la suite annoncée d'une journée d'étude qui a eu lieu dans le cadre de l'université de Poitiers et du laboratoire Criham de l'UFR SHA les 22 et 23 novembre 2018, « Les biens nationaux ont-ils encore quelque chose à nous apprendre ? Révolution française-XIX^{e} siècle ».

Cette journée a attiré de nombreux•ses collègues d'horizons différents, par les espaces étudiés, les objets d'études, les approches disciplinaires et elle a suscité un vaste intérêt au-delà de celles et ceux qui ont pu être présent•es.

C'est dans les mêmes pistes transdisciplinaires et larges dans le temps et l'espace que nous prolongeons le travail de réflexion dans le cadre du colloque qui se déroulera à l'université de Poitiers les 8-9-10 décembre 2021.

Les « biens nationaux », ces biens saisis par décision des assemblées de la Révolution française, en France, mais aussi dans les espaces dominés par la «grande nation» (colonies héritées de l'Ancien régime comme conquêtes de la Révolution et de l'Empire), ont donné lieu à des études très précises et très nombreuses, principalement au cours du XX^{e} siècle, en France bien sûr, mais aussi à travers le monde, partout où les inquiétudes et les espoirs quant à l'ordre social se faisaient particulièrement vifs.

Ces études ont longtemps principalement porté sur les conséquences quant au fonctionnement du monde rural de ces ventes de biens qui, pour la plus grande partie, ont été vendus, le plus rapidement possible à des particuliers. Transferts de terres, massifs ou pas, au profit de quelles catégories sociales, transformation des rapports entre ville et campagne, entre noblesse, paysannerie, bourgeoisie et clergé, ont été les principales pistes de recherche.

Comme dans la journée d'étude de 2018, mais à plus large échelle, le présent colloque interroge les enjeux de ces confiscations et de ces ventes et reventes en les insérant dans les riches débats du XVIII^{e} siècle sur le statut de la propriété, sur le poids social des propriétés collectives et spécifiquement des propriétés ecclésiastiques. Les communications sur ces débats et sur les confiscations et diverses formes de désamortissements à travers l'Europe et le monde, avant ou après la Révolution française, sont les bienvenues.

Le colloque vise également à associer les travaux de nos collègues d'histoire de l'art, comme ceux des chercheur•ses sur la culture matérielle, qui montrent que les ventes ont eu des répercussions en termes de circulation des objets, des tableaux, des livres aux objets du quotidien, vaisselles, tissus. Ces répercutions peuvent être saisies dans le court terme des événements révolutionnaires. Mais les études sur un long XIXe siècle témoignent des conséquences à moyen terme. Les spécialistes d'histoire urbaine attirent l'attention sur les conséquences de ventes qui ont favorisé des changements de fonctions, des destructions, favorables aux réaménagements des espaces urbains. Les historien•nes travaillant les traces du passé dans les différents présents, notamment la présence des ruines, dans les environnements sociaux comme dans les imaginaires, rencontrent évidemment ces biens, dans des problématiques d'usages du passé qui renouvellent aussi les questions du « vandalisme » révolutionnaire et au-delà de la patrimonialisation des « vestiges » du passé, mais aussi des relectures profondément conflictuelles des conséquences politiques, sociales, économiques de la Révolution française.

Comme nous l'avons perçu lors de la journée d'étude de novembre 2018, les « traces » de cet « événement le plus important de la Révolution française », pour reprendre l'expression d'un spécialiste du XX^{e} siècle, se repèrent aussi dans la longue durée, tant dans leurs conséquences matérielles (les fonds de nos bibliothèques publiques, par exemple), que dans les imaginaires sociaux et politiques, alimentant pendant des décennies et peut-être jusqu'à aujourd'hui frayeurs et espoirs que l'on lit aussi bien dans la presse que dans les discours politiques ou l'écriture romanesque. Ceci à l'échelle d'un monde dans lequel la Révolution française, ses choix et leurs conséquences ont été et restent des références majeures.

Ces travaux n'ont été que trop rarement rapprochés. Ce colloque vise donc à être une étape dans le croisement des lectures renouvelées des enjeux des ventes des biens nationaux, au-delà de l'horizon hexagonal et du temps de la Révolution française, sans minimiser pour autant l'effet massif dans le court terme de la Révolution en France.

Anne Jollet
Maîtresse de conférences en histoire moderne - UFR SHA, Université de Poitiers
Coordonnatrice de l'axe Pouvoirs, Institutions, Conflits - Laboratoire Criham - EA 4270
06 89 93 03 71

Comité organisateur

Jérôme Grévy, professeur d'histoire contemporaine, Université de Poitiers, Sébastien Jahan, maître de conférences en histoire moderne, Université de Poitiers, Gilles Malandain, professeur d'histoire contemporaine, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, Marie-Luce Pujalte-Fraysse, maîtresse de conférences en histoire de l'art.

Colloque organisé avec le soutien de l'université de Poitiers, de Grand Poitiers, de la Région Nouvelle-Aquitaine, de la Société des Études robespierristes, du laboratoire Criham Limoges-Poitiers.

Sessions proposées

- L'état des fonds : des nouveautés en matière de sources

- Les développements des pensées économiques et les débats sur les formes de la propriété

- Les diverses modalités de saisie et vente de biens collectifs, notamment biens d'Église avant la Révolution française

- Les ventes de la Révolution française : diversité des contextes politiques, sociaux et diversité des conséquences sociales, politiques dans le temps court des événements révolutionnaires

- Les conséquences politiques, sociales, culturelles dans le moyen terme d'un long XIXe siècle : en matière de transformation des sociétés rurales, d'aménagement urbain, de développement du maillage scolaire, des institutions culturelles…

- Les imaginaires sociaux associés aux biens nationaux, « confiscations » et achats, destructions, ruines à travers les productions politiques comme artistiques, roman, peinture, arts graphiques divers, cinéma, théâtre, grands spectacles, jeux vidéo…

Propositions de communications

Les propositions de communications sont à adresser **avant le 15 novembre** à :

Anne Jollet – anne.jollet@univ-poitiers.fr

en précisant quels sont les horaires qui vous sont le plus favorables.

Si, compte tenu des délais, il vous est impossible de présenter une communication ce mois de décembre, dites-nous si vous souhaiteriez faire une proposition pour une date ultérieure (printemps 2022).

Contact

Secrétariat du Criham : Haritiana Sarah Ralamina
haritiana.sarah.ralamina@univ-poitiers.fr